

COUR D'APPEL D'ABIDJAN-COTE D'IVOIRE

DEUXIEME CHAMBRE CIVILE, COMMERCIALE ET
ADMINISTRATIVE

AUDIENCE DU VENDREDI 15 FEVRIER 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan, deuxième Chambre Civile, Commerciale, et Administrative séant au palais de Justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du vendredi quinze février deux mille dix neuf à laquelle siégeaient :

Madame SORI HENRIETTE, Président de Chambre, PRESIDENT ;

Mesdames OUATTARA M'MAN et N'GUESSAN AMOIN HARLETTE épouse WOGNIN, Conseillers à la Cour, Membres ;

En Présence de Monsieur BAKAYOKO IBOURAHEMA, Avocat Général ;

Avec l'assistance de Maître GBAMELE AHOU MARIETTE, Secrétaire des Greffes et Parquets, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE

Monsieur KABLAN N'ZOUWOI, né le 05 mai 1964 à Port-Bouet, de nationalité ivoirienne, Employé à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire, cél : 07 93 50 34, domicilié à Port-Bouet Adjouffou ;

APPELANT ;

Représenté et concluant par la SCPA KNW-AVOCATS, Avocat à la Cour leur conseil ;

D'UNE PART ;

Et :

Madame KOFFI ANET SOPHIA SOLANGE EPOUSE KABLAN, né le 03 novembre 1966 à Abidjan-Plateau, de nationalité ivoirienne, Sous-officier de Gendarmerie, demeurant à Abidjan, en son domicile ;

G.A.M

N° 100
DU 15/02/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE

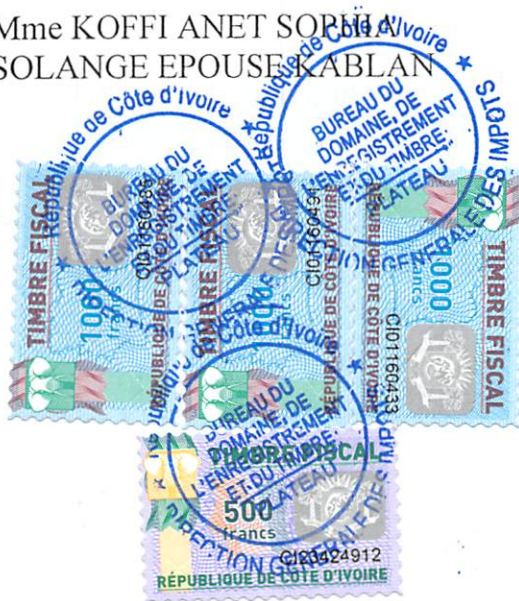
2^{ème} CHAMBRE CIVILE

AFFAIRE:

KABLAN N'ZOUWOI
(SCPA KNW AVOCATS)

C/

Mme KOFFI ANET SOPHIA
SOLANGE EPOUSE KABLAN



GROSSE
EXPEDITION
Delivrée, le 8/01/2020
à M^{re} KOFFI ANET SOPHIA SOLANGE

INTIMEE ;

Comparant et concluant en personne ;

D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de Première Instance d'Abidjan, statuant en la cause en matière civile, a rendu le jugement n°1922 du 22 décembre 2017, non enregistrée aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par exploit d'appel en date du 28 octobre 2017, monsieur KABLAN N'ZOUWOI a déclaré interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné dame KOFFI ANET SOPHIA SOLANGE EPOUSE KABLAN, à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du 27 avril 2017 pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation la cause a été inscrite au rôle général du Greffe sous le numéro 711 de l'année 2018 ;

Le Ministère Public à qui le dossier a été communiqué le 11/01/19 a requis qu'il plaise à la Cour :

Déclarer KABLAN N'ZOUWOI recevable en son appel ;

L'y dire bien fondé ;

Confirmer le jugement querellé, par substitution de motif ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le 30/11/18 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du 15 février 2019 ;

Advenue l'audience de ce jour Vendredi 15 février 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;
Ensemble l'exposé des faits, procédure, prétentions des parties et motifs ci-après ;
Vu les conclusions du Ministère Public en date du 18 décembre 2018 ;
Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

DES FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 11 avril 2018, monsieur KABLAN N'Zouwoi, représenté par la SCPA KNW-Avocats, Avocats à la Cour, a relevé appel du jugement civil n°1922CIV 2^{ème} F rendu le 22 décembre 2017 par le Tribunal de Première Instance d'Abidjan-Plateau, qui en la cause, a statué ainsi qu'il suit :

Déclare recevable la demande de monsieur KABLA N'Zouwoi ;

Constate l'échec de la tentative de conciliation ;

AVANT DIRE DROIT

Constate la séparation de résidence des époux ;

Fait défense à chacun de troubler son conjoint dans sa résidence et en tant que besoin les autorise à faire cesser le trouble, de s'opposer à l'introduction du conjoint au domicile et à se faire expulser avec l'assistance de la force publique ;

Autorise chacun des époux à se faire remettre avec l'assistance de la force publique s'il y a lieu, les effets et linge à son usage personnel;

Confie la garde juridique des enfants mineurs du couple à la mère et accorde au père un droit de visite et d'hébergement qui s'exercera les premier et troisième week-end du mois allant du vendredi à 18 heures au dimanche à 16 heures et pendant la première moitié des petites et grandes vacances scolaires ;

Fait interdiction à chaque parent de sortir du territoire de la République avec les enfants sans l'autorisation écrite de l'autre parent ou à défaut de celle du juge aux affaires familiales ;

Condamne monsieur KABLAN N'Zouwo à verser les sommes de cinquante (50.000) francs à la mère au titre de la pension alimentaire pour son compte, cent cinquante mille (150.000) francs à titre de pension alimentaire pour le compte des enfants mineurs communs et cent mille (100.0000) francs au titre de l'aide au logement ;

Met les frais de santé, d'entretien et d'éducation des enfants à la charge des époux, chacun pour la moitié ;

Reserve les dépens ;

Au soutien de son appel monsieur KABLAN N'Zouwoi expose qu'il a contracté mariage avec madame KOFFI Anet Sophia Solange le 27 octobre 2005 par devant l'officier d'état civil de la commune de Port-Bouet ; que de leur union sont nés deux (02) enfants ;

Que faisant suite à la procédure de divorce qu'il a initié pour excès, sévices ou injures graves de son épouse envers lui, le Tribunal par jugement avant dire droit ci-dessus référencé l'a condamné à payer diverses sommes d'argent à titre de pension alimentaire;

Il déclare contester ces condamnations pécuniaires notamment le paiement de la somme de 50.000 FCFA à payer pour le compte de son épouse et 150.000 FCFA pour celui de leurs enfants ;

Il explique à cet effet avoir de nombreuses charges notamment l'entretien des cinq autres enfants issus d'un précédent lit et les frais de scolarité des deux enfants communs qui reçoivent de lui, chacun la somme de 50.000 FCFA par mois; qu'en outre, il a contracté auprès de sa banque un prêt dont il supporte les échéances mensuelles à hauteur de 440.000 FCFA ;

Il fait valoir que le montant de la pension alimentaire fixé en fonction des besoins de celui qui la perçoit doit également prendre en compte les revenus et surtout les charges du créancier de la pension ; Ainsi eu égard aux charges ci-dessus énumérées, il sollicite que le montant de la pension alimentaire pour les enfants mineurs communs du couple soit ramené à 100.000 FCFA;

Il affirme que son épouse jouit d'une aisance financière que lui procurent ses investissements dans des affaires florissantes de sorte que sa condamnation à payer à celle-ci une pension alimentaire n'est pas justifiée;

Madame KOFFI Anet Sophia Solange assignée à son domicile élu n'a pas déposé d'écritures ;

Le Ministère Public a conclu ;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère

Madame KOFFI Anet Sophia Solange a été représentée ;
Il y a lieu de statuer par arrêt contradictoire;

Sur la recevabilité de l'appel

Il n'apparaît pas du dossier que le jugement dont appel a été signifié ;

Le délai d'appel n'ayant pas couru, il convient de déclarer ledit appel recevable ;

AU FOND

Aux termes de l'article 59 nouveau de la loi sur le divorce, les époux

Monsieur KABLAN N'Zouwoi n'établit ni l'existence des cinq enfants dont il prétend avoir la charge ni les revenus dont bénéficierait son épouse et qui justifierait le rejet de la demande en paiement d'une pension alimentaire au profit de celle-ci ;

Par ailleurs, le relevé de compte produit par l'appelant portant sur la période du 1^{er} mars 2017 au 05 avril 2017, reste insuffisant pour attester qu'il fait l'objet d'un prélèvement mensuel de 440.000 FCFA aux fins d'apurement d'une dette en cours ;

Monsieur KABLAN N'Zouwoi ne justifiant pas ses prétentions, il sied de déclarer son appel mal fondé et confirmer le jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Sur les dépens

Monsieur KABLAN N'Zouwoi succombe ;

Il échet de mettre les dépens à leur charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

Déclare Monsieur KABLAN N'Zouwoi recevable en son appel ;

L'y dit mal fondé ;

Confirme le jugement attaqué en toutes ses dispositions ;

Met les dépens à la charge de monsieur KABLAN N'Zouwoi ;

CPFH Plateau
Poste Comptable 8003

DGI
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Droit 24000
Hors Délai vingt quatre mille
Reçu la somme de francs
Quittance n° 0239722 et 12 DEC 2019
Enregistré le 12 DEC 2019
Registre Vol 45 Folio 92 Bord 601 / 1918/42

Le Receveur [Signature]
Le Chef de Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre [Signature]
Le Conservateur P.O.D.

1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

